

ECONOMIE SOUTERRAINE

Sans papiers, sans travail



Préparer l'opinion publique à une régularisation des "sans-papiers". (Photo: Christian Mosar)

C'est avec "sériosité et générosité" que le gouvernement entend traiter le problème des sans-papiers. Mais la régularisation se fait attendre, alors que la situation des personnes concernées nous interpelle tous les jours.

C'est en octobre 2000 qu'une campagne de sensibilisation autour du thème "Personnes sans autorisation de séjour et de travail" a été lancée par différentes organisations catholiques. A l'aide d'une exposition itinérante, d'un dossier de sensibilisation et de tables-rondes la Fondation Caritas, le LCGB, le Service diocésain de diaconie et le SeSoPi (service socio-pastoral inter-communautaire) essayent de sensibiliser le milieu catholique, mais aussi un public plus large, au sujet d'un "phénomène souvent complexe dans ses causes, dans ses formes, dans son traitement légal et administratif, dans ses conséquences pour les personnes concernées", comme se sont exprimés les responsables lors d'une conférence de presse à l'occasion du lancement de la campagne. Ces derniers jours, l'exposition (encore ouverte ce vendredi) a fait station au siège de l'ALNU.

Au même endroit s'est tenu une conférence-débat autour du thème "économie souterraine et sans-papiers". La situation des sans-papiers à travers toute l'Europe s'est aggravée au cours de la dernière décennie. La disparition du rideau de fer en Europe de l'Est a fait augmenter de façon substantielle le nombre d'"illégaux" dans nos régions. A cela s'est ajouté la guerre des

balkans qui a fait fuir bon nombre de gens qui se sont retrouvés chez nous dans une situation précaire, semi-légale. Les pays du tiers-monde ont connu également de nombreuses crises politiques et économiques qui ont obligé beaucoup de personnes à quitter leur pays de façon plus ou moins définitive.

Parallèlement l'Europe a tenu à "protéger" son marché du travail, à limiter l'accès de personnes "non-communautaires". L'accord de Schengen, à la fin des années '80, en a été une étape importante. Dans ce qu'on a appelé alors la "vague de réfugiés", des situations très diverses doivent être distinguées: on peut parfaitement entrer de façon légale dans un pays, y séjourner de façon légale aussi, mais ne pas disposer du droit de travail et poursuivre quand-même une activité rémunérée, qui est alors "illégal".

C'est un premier cas de figure, que l'on retrouve assez souvent, parce que l'accès au marché du travail est réglé de façon très restrictive: Il y a la fameuse priorité accordée aux ressortissant-e-s européen-ne-s, qui impose au patron potentiel la charge de la preuve que l'emploi ne sera pas sollicité par une personne issue de la communauté européenne. Si un premier ou deuxième permis de travail est accordé à un non-communautaire, celui-ci est en principe limité à un secteur économique. La personne en question ne pourra donc pas postuler pour un poste de travail dans un autre secteur, même s'il est mieux rémunéré et s'il correspond mieux à ses capacités, voire à sa formation. Or, il arrive souvent que dans ces cas, l'interdiction de travailler soit transgressée. D'ailleurs il n'est pas rare que les personnes en question soient même enregistrées auprès de la sécurité sociale et que les cotisations sociales afférentes soient payées pour elles.

Il apparaît que notre économie ait tout simplement besoin de cet apport d'"illégaux". C'est en effet dans des secteurs tels

que l'horesca, l'agriculture et le bâtiment, qui traditionnellement comportent le plus grand nombre d'employés non-communautaires "légaux", qu'on retrouve aussi un nombre important de personnes sans autorisation de travail.

Mais on peut aussi distinguer d'autres cas de figure, par exemple là où même le séjour est illégal, parce que la durée de validité d'un visa de tourisme a été dépassé ou bien même l'accès au territoire luxembourgeois s'est fait de façon illégale.

Ces différents cas de figure vont de pair avec différents niveaux d'exploitation des sans-papiers. Il est évident qu'une personne qui ne dispose pas d'un titre de séjour valable, est complètement à la merci de son employeur. Des notions comme salaire minimum ou protection sociale sont inconnues dans ces cas. C'est donc bien là où intervient la notion d'économie "souterraine". Si elle est difficile à chiffrer, même pour un petit pays comme le Luxembourg, elle est bien réelle.

Sylvain Besch du SeSoPi hésite à avancer un chiffre et parle plutôt d'un ordre de grandeur: Ce pourraient être jusqu'à 5.000 personnes qui travaillent au Luxembourg sans autorisation explicite!

La campagne de l'église catholique met en relief cette situation particulièrement fragile d'un grand nombre de personnes. Le droit au travail, le droit de vivre de façon libre et dans une certaine dignité, sont incompatibles avec la situation actuelle. Il se dessine en perspective ce que l'on appelle couramment une "régularisation". Si les politiques acceptent le principe d'une telle régularisation, il sont encore loin de la mise en pratique, comme le montre le cas d'une femme russe vivant au Grand-Duché depuis six ans, qui vient d'être interpellée par la police il y a deux jours.

Le Premier Ministre et son Ministre de la Justice invoquent souvent une opinion publique peu favorable à une solution "trop généreuse". L'ASTI pour sa part se demande si, au cas où la pratique des expulsions se poursuit, il y aura encore des gens à régulariser, le jour où on s'y sera décidé.

Mais déjà à l'heure actuelle une gestion un peu plus flexible des autorisations du travail pourrait aider dans de nombreuses situations. L'obligation que ce soit le patron qui introduise la demande, constitue un élément clé de la situation de dépendance.

Si le SeSoPi et les autres essaient, à travers cette campagne de sensibilisation, à préparer l'opinion pour une régularisation des sans-papiers, il se donnent cependant très peu optimistes qu'elle sera effectivement très généreuse - faute d'exemples européens à imiter. Même la Belgique, avec les décisions restrictives adoptées ces dernières semaines, ne fait plus figure de champion en la matière.

Richard Graf

LSAP für Entpenalisierung von Cannabis

Die LSAP hat ihre Forderung nach Straffreiheit für den Konsum und Besitz von Cannabis erneut bekräftigt. Der Staat müsse allerdings "alle Energie in eine gezielte und sachkundige Aufklärung" über die Schädlichkeit, die Gefahren und die negativen Folgen des Konsums jeglicher Drogen, egal ob illegal oder legal, stecken. Die LSAP betont, es gelte als wissenschaftlich erwiesen, dass Cannabis und seine Derivate weniger schädlich sind als die erlaubten Drogen Tabak und Alkohol. Es sei daher unsinnig, den Konsum dieser Drogen zu erlauben, den von Cannabis jedoch strafbar zu lassen. Die SozialistInnen kritisierten in einer Erklärung, dass das geplante Gesetzesprojekt der Regierungsparteien CSV und DP keine sinnvolle Drogenpolitik ermögliche. Nachbarländer wie die Niederlande, Belgien und Deutschland verfolgen schon seit Jahren eine pragmatische bis liberale Drogenpolitik und erlauben zumeist den Besitz einer gewissen Menge weicher Drogen. Hintergrund für dieses Umdenken ist die wissenschaftlich untermauerte Einsicht, dass die repressive Verfolgung den Drogenkonsum in diesen Ländern nicht zu senken vermocht hat.

In diesem Kontext sei noch mal auf die Petition der WOXX zur Entpenalisierung auf Seite 15 hingewiesen.

Von Weitsicht keine Spur

Scharfe Kritik gegen die Verkehrspolitik der Regierung haben die Bürgerinitiativen von Kehlen und Mamer gestern in einer Pressemitteilung erhoben. Sie prangern den geplanten Bau der "West-Tangente" von Mersch nach Mamer als erneute Verschwendung von Steuergeldern in Milliardenhöhe an. Zentraler Vorwurf: Schon der Bau der Nordstraße, der bereits 18 Milliarden LUF verschlungen und zudem Teile des Gréngewald zerstört hat, sei ein Fehlprojekt gewesen. Dieses hätten die Verkehrsplaner wissen können. Dass die angestrebte Entlastung von Luxemburg-Kirchberg damit nicht erreicht werden kann, hatten auch Fachleute der "Ponts et Chaussées" in einem Gutachten festgestellt. Doch offensichtlich kümmert dieses die Verkehrskommission nicht weiter. Ihre Begründung für die West-Tangente, der Schwertransport könne die Nordstraße aufgrund des starken Gefälles in den Tunnels nicht nutzen, lassen die Bürgerinitiativen nicht gelten: Hätte die Regierung ihren ExpertInnen von vornherein mit in ihre Überlegungen einbezogen, hätte sie dies erkennen müssen. Statt "endlos mehr Straßen zu bauen", fordert die BI jetzt den "konsequenten Ausbau" des öffentlichen Transports für Personen und Güter.

Erderwärmung bestätigt

Der dritte Bericht des von der UN eingerichteten "Intergovernmental Panel on Climate Change" (siehe www.ipcc.ch) bestätigt, was bisher nur als wahrscheinlich gelten konnte: Die Erde erwärmt sich langsam aber sicher. Deutlicher als je zuvor konnten die Beobachtungen und Klimamodelle den Verursacher der Klimaveränderung ausmachen: den Menschen. Wo im Bericht von 1995 noch von einem "erkennbaren menschlichen Einfluss" die Rede war, heißt es jetzt, der Mensch habe wahrscheinlich einen erheblichen Anteil der beobachteten Erwärmung zu verantworten.

Auch die Prognosen sind revidiert worden: von möglichen plus 3,5 Grad für 2100 auf bis zu plus 5,6 Grad. Neben einem Anstieg des Meeresspiegels um bis zu einem Meter bedeutet das Wasserknappheit, Dürre und Ausbreitung von Seuchen - und trifft die Entwicklungsländer besonders hart. Umso dringlicher wäre eine Umsetzung des Kyoto-Abkommens, die Ende vergangenen Jahres am Widerstand der USA gescheitert war. Doch der neue Präsident George W. Bush hatte schon im Wahlkampf erklärt, er sei skeptisch, was die Ursachen des Klimawandels angehe. Auch bezeichnete er das Kyoto-Abkommen als ineffektiv, unzulänglich und als ein schlechtes Geschäft für Amerika, weil es 80 Prozent der Welt ausspare.